



**ARRÊTÉ DU MAIRE N°296/2025  
PORTANT SUR L'AUTORISATION D'OCCUPATION  
TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC**

**Le Maire de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume ;**

VU le Code de Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, Article L2122-22, L2122-23,

VU le Décret-Loi du 17 Juin 1938, devenu Article L.84 du code du Domaine de l'Etat,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

CONSIDÉRANT la requête en date du 14 mars 2025 par laquelle l'Association « **Maison de l'enfance Francis BARRAU** », sollicite une autorisation d'occupation temporaire du domaine public, le Mercredi 30 avril 2025 de 15h30 à 16h30, pour l'organisation du défilé de carnaval des crèches Leï Pitchoun, Leï Nistoun, Leï Moussi et du jardin d'enfants les Alludes, sur la commune.

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** L'association « **Maison de l'enfance Francis BARRAU** » est autorisée à occuper temporairement le domaine public le Mercredi 30 avril 2025 de 15h30 à 16h30, pour l'organisation du défilé de carnaval des crèches Leï Pitchoun, Leï Nistoun, Leï Moussi et du jardin d'enfants les Alludes, sur la commune.

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation se rapportera exclusivement aux voies mentionnées à l'article 3 et est accordée à charge pour le bénéficiaire de se conformer aux conditions spéciales énoncées aux articles ci-après.

**ARTICLE 3 :** Le domaine public ne pourra être occupé que de 15h30 à 16h30 le mercredi 30 avril 2025 pour réaliser le trajet mentionné ci-après :

- Départ du parking du Pôle enfance Jean Doriac à 15h30
- Direction Rue Vaucanson
- Passage dans la rue des Remparts pour rejoindre la placette et se diriger vers le porche
- Descente de la rue de la République, arrivée Place Malherbe
- Remontée de la Rue Général De Gaulle pour rejoindre le Parvis Charles II D'Anjou
- Retour à la crèche par la rue des Remparts et rue Vaucanson.

**ARTICLE 4 :** La présente autorisation est pour tout ou partie révoquée à toute époque sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour des raisons de non-respect par le permissionnaire des conditions imposées aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 5 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés

**ARTICLE 6 :** Il est rappelé au pétitionnaire que les autorisations d'occuper le domaine public sont délivrées à titre personnel, elles ne comportent aucun droit de cession **ni sous-location**.

**ARTICLE 7 :** Le titulaire de l'autorisation est responsable tant vis -à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers.

**ARTICLE 8 :** Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Toulon pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à partir de sa notification. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 9 :** Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, les agents de la Police Municipale, le commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la commune et publié sur le site de la ville.

**ARTICLE 10 :** Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat, en application de l'article L 2131-1 du Code Générale des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L 2131-1 dudit code.

Fait à Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, le 20 mars 2025

Le Maire,  
**Alain DECANIS**

